

## Vingt-quatrième Conférence du PROE

17-19 septembre 2013  
Apia (Samoa)

**POINT 10.2 DE L'ORDRE DU JOUR : Points proposés par les Membres**  
**La biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale**

**Débats des Nations Unies**  
**concernant la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine**  
**dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale**

*(Document présenté par l'Australie)*



**Australian Government**

**Document d'information**

## Objet du document

1. Informer les Membres des débats des Nations Unies concernant la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, qui se rapporte à la section sur la biodiversité et la gestion écosystémique du Plan stratégique 2011-2015 du PROE, et plus particulièrement à l'objectif sur les écosystèmes insulaires et océaniques :

*« Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question. »*

## Contexte

2. Les zones au-delà de la juridiction nationale sont les zones océaniques dont la gestion ne relève d'aucune nation particulière. Elles comprennent la colonne d'eau de la haute mer et les fonds marins internationaux. Une partie des pêcheries et des écosystèmes marins les plus importants du monde se trouve dans ces zones ou y est rattachée. La colonne d'eau de la haute mer représente 64 % de la surface des océans et près de 95 % de son volume.

3. L'utilisation des zones au-delà de la juridiction nationale a considérablement augmenté ces dernières décennies, au point de menacer leur biodiversité. Les activités traditionnelles telles que la pêche et les transports maritimes se sont intensifiées tandis que les impacts à long terme des nouvelles activités, telles que la bioprospection, l'exploitation minière des grands fonds marins, la recherche scientifique sur les milieux benthiques, la géo-ingénierie climatique, la fertilisation des océans et les projets de stockage ou de séquestration du dioxyde de carbone dans la colonne d'eau ou dans les grands fonds marins, sont difficiles à prévoir avec certitude.

4. Dans ce contexte, l'élaboration d'un instrument multilatéral veillant à mieux gérer la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, notamment sous la forme d'un accord de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM), recueille un soutien croissant de la communauté internationale.

5. En 2004, l'Assemblée générale des Nations Unies a constitué un *Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée qui sera chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale* (le Groupe de travail). Ce Groupe de travail a pour mission « d'indiquer, le cas échéant, les solutions et méthodes permettant de promouvoir la coopération et la coordination internationales pour la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale ».

6. Lors de sa cinquième réunion, en 2012, il a été convenu que deux ateliers intersessions seraient organisés en mai 2013, l'un sur les ressources génétiques marines, l'autre sur les outils de conservation et de gestion. En outre, la réunion de 2012 a introduit le concept du moment de la prise de décision concernant l'éventuelle élaboration d'un instrument multilatéral.

7. Le concept d'un accord multilatéral au titre de la CNUDM a été suggéré pour améliorer la gouvernance dans les zones au-delà de la juridiction nationale, notamment en créant un cadre pour la constitution de réseaux d'aires marines protégées fondés sur des données scientifiques. Un tel accord pourrait permettre de surmonter les problèmes liés à la conservation et à la gestion de la biodiversité marine découlant de la fragmentation et de la sectorialisation du cadre réglementaire international actuel.

*Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20)*

8. Lors de la Conférence Rio+20, en juin 2012, les États membres, s'appuyant sur les activités du Groupe de travail, sont convenus de prendre une décision quant au lancement de négociations sur un instrument au titre de la CNUDM en se fixant comme date limite la 69<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre 2015).

9. Le texte adopté lors de Rio+20 est le suivant :

*« Nous sommes conscients de l'importance que revêtent la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées en dehors des juridictions nationales. Nous prenons note des travaux menés par le Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale sous l'égide de l'Assemblée générale. Nous appuyant sur ces travaux, nous nous engageons à nous attaquer d'urgence, avant la fin de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, à la question de la conservation et de l'exploitation durable de la diversité biologique marine dans les zones qui ne relèvent pas des juridictions nationales, notamment en prenant une décision sur l'élaboration d'un instrument international dans le cadre de la Convention sur le droit de la mer. »*

10. Les deux ateliers intersessions se sont tenus au siège des Nations Unies, à New York, en mai 2013. Ils avaient pour objet d'améliorer la compréhension des questions liées à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

11. Ces ateliers ont en outre révélé les faiblesses de la gouvernance mondiale des océans dans ces domaines. Celles-ci comprennent :

- **La coordination entre les différents régimes sectoriels et régionaux** : il n'existe pas de cadre de coordination efficace des différents régimes sectoriels et régionaux ;
- **La gestion par zone** : il n'existe pas de cadre mondial régissant les accords de gestion par zone, notamment l'identification et la gestion des aires marines protégées ;
- **Études d'impact sur l'environnement** : Il n'existe pas de régime détaillé précisant les modalités de mise en œuvre de la disposition de la CNUDM portant sur l'exécution des études d'impact sur l'environnement.
- **Ressources génétiques marines** : il n'existe pas de cadre mondial régissant les ressources génétiques marines, y compris les questions liées à l'accès et au partage des avantages et à la protection de l'environnement.

*Voie à suivre*

12. Le Groupe de travail s'est réuni du 19 au 23 août 2013 au siège de l'ONU à New York.

Des détails sur cette réunion sont disponibles sur le site de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer (<http://www.un.org/depts/los/biodiversityworkinggroup/biodiversityworkinggroup.htm>).

13. Le Groupe de travail a été chargé par l'Assemblée générale de lui formuler des recommandations. Ces recommandations seront examinées en vue de leur adoption par les États membres des Nations Unies dans le cadre des résolutions de l'Assemblée générale sur les océans et le droit de la mer, qui a lieu chaque année avant l'Assemblée générale de novembre.

14. Le Groupe de travail formulera sans doute des recommandations sur la voie à suivre à l'intention de l'Assemblée générale. Les coprésidents du Groupe de travail proposeront des projets de recommandations pour examen par les États membres.

15. Les délégations pourront alors formuler des observations et proposer des amendements. Un débat de fond est prévu sur les diverses voies à suivre possibles.

#### **Recommandations**

16. La Conférence est invitée à :

- **prendre note** des débats des Nations Unies concernant les zones situées au-delà de la juridiction nationale et la voie à suivre ;
- **demander** au Secrétariat d'organiser un débat entre les Membres du PROE, au cours de l'année à venir, pour veiller à ce que les questions relatives à la biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale qui intéressent particulièrement les nations océaniques soient dûment abordées et prises en compte dans les débats des Nations Unies ; et
- **demander** au Secrétariat, en qualité de Secrétariat de la Convention de Nouméa, de travailler avec les Parties pour que ces questions soient abordées dans le cadre de la Convention.

L'annexe A présente un aperçu des questions qui pourraient intéresser les Membres du PROE dans le cadre des débats concernant un accord multilatéral sur la biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

#### **Annexe A :**

**Questions intéressant le PROE susceptibles d'être soulevées dans le cadre des débats sur la biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale**